

Les scaleups européennes quadruplent leurs méga-levées en trois ans, la France à la traîne

Selon une étude Stripe et Tech.eu, le Royaume-Uni et l'Allemagne sont les champions incontestés des méga-levées de fond des startups européennes late stage. Si la France est dans le top 5 des marchés européens, les fonds français apparaissent eux comme de petits investisseurs en volume.

Bonne nouvelle : l'investissement late stage a bonne mine en Europe, selon l'étude "[Blooming late](#)" menée par [la licorne Stripe](#) et [le site d'information Tech.eu](#). En trois ans, le nombre total de méga-levées (plus de 100 millions d'euros) des scaleups européennes a quadruplé. Sur les trois premiers semestres 2019, 12 milliards d'euros ont été récoltés lors de ces méga-levées contre 3 milliards en 2016.

Depuis le début de l'année, 52 méga-levées ont déjà eu lieu sur le Vieux continent, soit plus que 2017 et 2018 réunies : Deliveroo, N26, Klarna, ou encore chez les Français ManoMano, Meero et Doctolib. Le tour de table moyen reste stable, autour de 150 millions d'euros. Les investisseurs, eux, diversifient leur portfolio : seules 18 entreprises ont fait plusieurs méga-levées entre 2015 et 2019. On retrouve là aussi Deliveroo, N26, mais aussi Delivery Hero, Auto1 ou encore OakNorth.

Les secteurs de la fintech et du logiciel sont les plus prisés, selon l'étude Stripe - Tech.eu. Le premier compte 34 tours de table de plus de 100 millions d'euros en quatre ans, avec une nette accélération en 2019. Les startups SaaS sont elles passés de deux levées de fond late stage en 2018 à 11 en 2019.

Aucun fonds français dans le top 10 des investisseurs européens en volume

Le Royaume-Uni et l'Allemagne se posent comme champions incontournables des scale ups européennes, avec plus de 15,3 milliards d'euros investis dans des méga-levées depuis 2015. A eux deux, ils englobent davantage d'investissements que tous les autres pays réunis (14,7 milliards d'euros).

Ce sont aussi eux les plus prompts à ouvrir leur portefeuille. En Europe, le Royaume-Uni règne en maître. Entre 2015 et le 3e trimestre 2019, 30 fonds britanniques ont participé à des tours de financement late stage, contre 20 en France en 17 en Allemagne. Un classement à nuancer toutefois : aucun fonds français n'est dans le top 10 des investisseurs en Europe en volume.

À lire aussi

[La France, berceau idéal mais mauvaise mère de scaleups](#)

C'est un reproche qui revient souvent. L'écosystème français, que ce soit en termes d'infrastructures ou de fonds, limite les possibilités d'évolution des scaleups. C'était d'ailleurs l'une des recommandations du rapport Tibi, publié en juillet dernier : "de plus nombreux fonds late stage et global tech, pour un total de 20 milliards d'euros".

La réponse ne s'est pas fait attendre. En septembre, le gouvernement a dévoilé une enveloppe de cinq milliards d'euros (fournie grâce aux grands groupes d'assurance et au capital-risque) pour le financement late stage. Avec un objectif, pour le moins ambitieux, lancé par Emmanuel Macron : 25 licornes françaises en 2025.

L'étude Stripe - Tech.eu est d'ailleurs optimiste par rapport au rôle de la France dans l'essor des scale ups. Elle compte quand même parmi les cinq premiers marchés en termes de méga-levées de fonds, avec Israël et la Suède. De plus, elle est première dans les investissements dans les start ups early

stage depuis 2017 et deuxième pour la phase d'amorçage, ce qui augure de bonnes perspectives pour les late stage.

Trois quarts des fonds ne sont pas européens

Pour le moment, les scale ups européennes doivent cependant compter sur des fonds étrangers. Près des trois quarts de l'argent investis en late stage ne viennent pas d'Europe mais d'un mélange de sociétés étrangères de capital-investissements, de grands groupes, de hedge funds, de fonds souverains, etc.

Même si elles bénéficient de plus en plus de fonds en late stage, l'étude relève que les start ups late stage sont de moins en moins nombreuses à s'introduire en bourse. Elles étaient 36 en 2017, 21 en 2018, et seulement 5 en 2019.

Logique, selon le rapport Tibi de juillet 2019, qui estime que l'entrée en Bourse "est souvent un pis-aller pour des entreprises encore immatures et qui n'ont pas réussi à se refinancer auprès de fonds de capital-innovation ou à se faire racheter par un industriel".